

Document

Le G7 contre le protectionnisme et pour la stabilisation de l'économie et des marchés (16.02)

La Tribune – 15.02.

Réunis vendredi et samedi à Rome, les ministres des finances et les banquiers centraux, ceux que l'on désigne sous le terme commun "les grands argentiers" du G7, (France, Etats-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Canada), à l'origine les sept pays les plus riches de la planète - c'était avant l'essor de la Chine, de l'Inde, de la Russie et du Brésil - ont affirmé dans leur communiqué final : "la stabilisation de l'économie mondiale et des marchés financiers reste notre plus haute priorité. Des réformes urgentes du système financier international sont nécessaires", la crise ayant souligné ses "faiblesses profondes".

"Nous avons pris collectivement des mesures exceptionnelles pour répondre à ces défis et nous réaffirmons notre engagement à agir ensemble en utilisant une palette complète d'outils pour soutenir la croissance et l'emploi et renforcer le secteur financier" ont affirmé les grands argentiers. Les ministres ont d'ailleurs chargé leurs services de préparer dans les quatre prochains mois un rapport sur "le développement d'une palette commune de principes et normes, sur la propriété, l'intégrité et la transparence de l'activité économique et financière internationale". Leur hôte, le ministre italien de l'Economie Giulio Tremonti, a évoqué l'idée d'un "étalon légal" pour ces normes.

Ils ont également dénoncé les dangers du recours au protectionnisme face à cette crise, pouvant généré un repli sur soi : le G7 "reste engagé à éviter des mesures protectionnistes qui ne feraient qu'exacerber le retournement" économique et à "ne pas ériger de nouvelles barrières". La France avec son plan d'aide au secteur automobile - Christine Lagarde, la ministre de l'Economie, présente à ce G7 a répété que ce plan n'était pas protectionniste - ou les Etats-Unis avec une tentative avortée de relancer le "buy american act" (achetez américain) dans le plan de relance voulu par Barack Obama ont fait l'objet de plusieurs critiques en la matière.

Sur le commerce, le G7 a d'ailleurs souhaité "une conclusion rapide et ambitieuse du cycle de Doha" de l'OMC, l'organisation mondiale du commerce, qui vise à une libéralisation accrue du commerce mondial.

Concernant l'épineuse question des changes, le G7 a "salué les mesures budgétaires prises par les autorités chinoises" et "la confirmation de leur engagement à promouvoir un taux de change plus flexible qui devrait permettre l'appréciation continue du Renminbi (yuan) et permettre une croissance plus équilibrée en Chine et dans le monde".

Enfin, le communiqué souligne le rôle "crucial" du FMI, le Le Fonds monétaire international face à la crise. Il devra d'ailleurs bénéficier de nouvelles ressources pour faire face à la deuxième vague des pays qui vont devoir être soutenus face à la crise, selon son directeur général Dominique Strauss-Kahn, également présent au G7. Le FMI a reçu vendredi du Japon un prêt de 100 milliards de dollars.